

Communiqué de Coordination Sud

Budget 2021 : le monde a besoin d'une plus grande solidarité

Communiqué de presse – Paris, le mardi 20 octobre 2020

Les discussions sur la première partie du budget de l'aide publique au développement (APD) viennent de se clore à l'Assemblée nationale. Coordination SUD et ses membres regrettent le manque d'ambition des parlementaires et de l'exécutif sur la taxe sur les transactions financières. Aller plus loin aurait permis à la France de dégager des moyens additionnels pour la solidarité internationale au moment où la crise fait basculer des populations entières dans la pauvreté.

La première partie du projet de loi de finances 2021 vient de faire l'objet d'une première lecture à l'Assemblée nationale. C'était là une opportunité pour les député·e·s de mobiliser les moyens nécessaires et supplémentaires pour l'aide publique au développement afin de répondre plus justement à la crise sociale, sanitaire et économique sans précédent que traverse la planète. La Banque mondiale estime que 115 millions de personnes auront basculé dans l'extrême pauvreté d'ici la fin de l'année.

Pour Philippe Jahshan, président de Coordination SUD :

« Comme martelé à maintes reprises, le budget dans sa version actuelle est insuffisant pour répondre à un contexte où le niveau de pauvreté pourrait, dans certaines zones revenir à ce qu'il était il y a 30 ans. Il est incompréhensible dans ce cadre de ne pas mettre à contribution la finance d'autant plus que les spéculations financières ont explosé pendant la crise. Aussi la taxe sur les transactions financières (TTF) est un levier idéal dont nous pensons que la France doit faire plus fort usage. C'est aussi une question de justice et de redistribution des richesses au moment où le monde a besoin de grande solidarité ».

Suite aux multiples engagements d'Emmanuel Macron pour lutter contre les inégalités et les effets de la crise, l'Assemblée nationale doit, à son tour, envoyer un message fort à travers la taxation des transactions financières. Le budget proposé par le gouvernement prévoyait le maintien de la part de ce financement affecté, à hauteur de 30 %, à la solidarité internationale. Il confirmait également le taux de taxation appliqué aux transactions financières, à hauteur de 0,30 %. L'Assemblée a validé ce maintien en première lecture.

Les député·e·s disposaient d'une nouvelle opportunité, à la fois d'affecter l'intégralité des recettes de la TTF à la solidarité internationale, et d'en améliorer le rendement par une augmentation du taux. Ce financement innovant, véritable outil de justice fiscale, est un levier pour dégager des ressources nouvelles, et il est indolore pour les finances publiques. C'est un outil conséquent d'appui au plan de relance souhaité par l'exécutif, et ce, d'autant plus dans le contexte actuel.

« Alors que France affiche un volontarisme et pousse des initiatives en faveur d'une réponse multilatérale à la crise actuelle, elle doit prendre toute sa part à une réponse globale pour y faire face. Il appartient aux décideurs et décideuses politiques de mettre en cohérence les actes à la

parole si l'on veut enfin mettre fin à l'exacerbation des inégalités à travers le monde », ajoute Cécile Duflot, directrice générale d'Oxfam France, administratrice référente sur les questions d'APD à Coordination SUD.

CONTACT PRESSE

Bénédicte Bimoko, bimoko@coordinationsud.org – Tél : 01 44 72 03 78 / 07 76 78 15 19

Rassembler et agir pour la solidarité internationale

Coordination SUD est la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale. Fondée en 1994, elle rassemble aujourd'hui plus de 170 ONG, adhérents directs ou au travers de six collectifs (CLONG-Volontariat, Cnajep, Coordination humanitaire et développement, Crid, Forim, Groupe Initiatives), qui mènent des actions humanitaires d'urgence, d'aide au développement, de protection de l'environnement, de défense des droits humains auprès des populations défavorisées mais aussi des actions d'éducation à la solidarité internationale et de plaidoyer.